



## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE  
(Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)

-oOo-

# **Marché de rénovation des courts de tennis de l'Espace sportif Jean Boucton**

-oOo-

**Commune de  
Witry-lès-Reims**

Référence  
2019-01

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

**Lundi 15 Avril 2019 12h00**



# **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1/ GENERALITES.....</b>	<b>3</b>
1. OBJET DU MARCHE .....	3
2. DECOMPOSITION EN LOTS .....	3
3. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES .....	3
4. PIECES CONTRACTUELLES .....	3
5. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	4
6. RETENUE DE GARANTIE .....	4
7. AVANCE FORFAITAIRE .....	5
8. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES .....	5
9. SOUS-TRAITANCE.....	5
10. DONNEES PERSONNELLES .....	6
<b>ARTICLE 2/ PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>6</b>
1. CONTENU DES PRIX .....	6
2. DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT .....	6
3. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE .....	7
<b>ARTICLE 3/ EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
1. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION .....	8
2. PENALITES.....	8
3. RESILIATION .....	8
4. ASSURANCE.....	9
5. DIFFERENDS ET LITIGES .....	9
6. PROCEDURE DE RECOURS .....	9
<b>ARTICLE 4/ PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE, PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>10</b>
1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	10
2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES .....	10

## **ARTICLE 1/ GENERALITES**

### **1. *Objet du marché***

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'applique au marché de rénovation des courts de tennis de l'Espace sport Jean Boucton au sein de la Commune de Witry-lès-Reims

L'ensemble des tâches à exécuter est indiqué dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **2. *Décomposition en lots***

Le marché comprend une décomposition en quatre lots :

- LOT 1 : rénovation de la structure des tennis couverts,
- LOT 2 : réhabilitation des tennis couverts,
- LOT 3 : réhabilitation des tennis extérieurs,
- LOT 4 : contrat d'entretien des quatre terrains pour une durée de 5 ans.

### **3. *Définitions et obligations générales des parties contractantes***

#### **a. Définitions**

Au sens du présent document, la personne publique contractante est la commune de Witry-lès-Reims.

Le « Titulaire » est le fournisseur qui conclut le marché avec la personne publique contractante.

Le pouvoir adjudicateur est la commune de Witry-lès-Reims, représentée Mr Michel KELLER, Maire, dûment habilité.

Le « Maître d'œuvre » est représenté par les services techniques de la commune de Witry-lès-Reims.

#### **b. Titulaire**

Le titulaire désignera dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis à vis de la personne publique pour l'exécution de celui-ci.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale,
- à son capital social,

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

### **4. *Pièces contractuelles***

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics travaux approuvés par l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 (J.O. du 19 mars 2009) ;

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JORF le 19 mars 2009,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté ministériel du 30 mai 2012 (J.O. du 8 juin 2012) ;
- Les Normes Européennes et Françaises applicables au présent marché ;
- Le mémoire technique.

**Toute clause portée sur une documentation, tarif quelconque transmis par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de la procédure est réputée non écrite. Il en est ainsi des conditions générales de vente du titulaire.**

## **5. Pièces et attestations à fournir**

### **a. 14.1 - Dispositif de vigilance (Article D8222-5 du Code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation du marché.

### **b. 14.2 - Dispositif d'alerte (Article L8222-6 du Code du travail)**

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premiers et troisièmes alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

### **c. 14.3 - Dispositions relatives à la CNIL**

Sans objet.

## **6. Retenue de garantie**

Conformément aux articles 122 et 123 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, Le marché prévoit, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Le montant de la retenue de garantie sera de 5 % du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

Le délai de garantie est le délai pendant lequel l'acheteur peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire.

## **7. Avance forfaitaire**

Sauf refus exprès du titulaire du marché formulé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée dans les conditions prévues à l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Cette avance sera de 5% du montant minimum du marché dans le cas uniquement où le montant du marché est supérieur au seuil des 50 000 Euros HT.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande sur la totalité du montant de l'avance. Le titulaire peut substituer la constitution d'une garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire, après accord de la collectivité.

## **8. Nantissement et cession de créances**

L'attributaire pourra bénéficier des mesures prévues par les articles 127 et suivants du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

En cas de mise en nantissement, le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 est Monsieur le Maire, sous réserve de changement ultérieur par décision de la personne publique.

En cas de sous-traitance, la présente procédure ne peut être nantie qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur le Comptable du Trésor de Reims Banlieue Bourgogne.

## **9. Sous-traitance**

L'entrepreneur titulaire d'un marché peut sous-traiter une partie de ses prestations conformément aux articles 133, 134 et 135 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements, dans les conditions fixées à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, préalablement à toute intervention sur le chantier. A cet effet, il présentera un cadre d'acte spécial de sous-traitance conforme au modèle annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé par le titulaire du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le titulaire s'engage à ce que toute modification au contrat de sous-traitance, quel qu'en soit l'objet, notamment la modification du montant en hausse comme en baisse, fasse l'objet d'un acte de sous-traitance modificatif, établi dans les mêmes conditions que l'acte de sous-traitance initial.

Lorsque le titulaire transmettra une demande d'acceptation de sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, la demande devra comporter également, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, la caution personnelle et solidaire obtenue par le sous-traitant de rang 1 et plus garantissant le paiement de toutes les sommes dues par lui au sous-traitant de second rang et plus.

## **10. Données personnelles**

Il est précisé que les données nominatives collectées par les formulaires, avant les opérations de téléchargement des dossiers de consultation ou lors de l'opération de dépôt des plis, sont destinés à la Commune de Witry-lès-Reims.

Elles servent à constituer le registre des retraits des dossiers de consultation et le registre des dépôts des offres et/ou candidatures, qui permettent à la personne publique de pouvoir communiquer avec les opérateurs économiques intéressés par la procédure de passation.

Le soumissionnaire est donc réputé avoir été informé que la personne publique est le responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la personne publique.

## **ARTICLE 2/ PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés complets et à ce titre comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix sont réputés comprendre en sus des spécifications définies au CCAG travaux, toutes les prestations définies, et/ou sujétions permettant de respecter le cahier des charges et ce, sous la forme d'un marché à prix forfaitaires.

Il appartient donc au titulaire d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur d'éventuels oublis permettant de mener à bien l'exécution du marché.

Les prix sont établis en Euros et hors TVA.

Il sera fait application du taux de TVA selon la réglementation en vigueur.

### **2. Détermination des prix de règlement**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé dans la Décomposition des Prix global et Forfaitaire.

Les stipulations du présent paragraphe concernent également les prestations réalisées soit par les sous-traitants ayant droit au paiement direct, soit par les cotraitants.

Le prix forfaitaire porte sur l'exécution sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, objets du marché dont il est attributaire, ou rattachés à celui-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif, et quelques soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces,

- L'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées et les avoir complétées par toutes les prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition, qui ne sont pas décrits ou mentionnés dans les documents de son marché,
- Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, y compris les prescriptions du bureau de contrôle, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix devront correspondre obligatoirement aux matériaux et à la façon d'exécuter les tâches décrits au CCTP. Ces prix s'entendent pour des travaux exécutés parfaitement et pour lesquels seront employés selon les règles de l'art, des matériaux et fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée.

Le prix du marché est réputé couvrir les frais de coordination liés à la co-traitance ou à la sous-traitance.

Les entreprises ne pourront se targuer d'aucune omission dans le cadre de la DPGF ; les articles qui auraient été omis devront être rajoutés par elles.

### **3. Modalités de règlement du marché**

#### **a. Remise de la facture**

Les factures seront remises conformément à l'article 13 du CCAG travaux. Les demandes de paiement seront établies en 1 original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale de l'émetteur, le numéro de SIREN ou SIRET, le numéro du compte bancaire ou postal, le nom du service émetteur,
- La référence de l'ordre de service, la référence du marché,
- La date,
- La mention des prestations exécutées,
- Les prix forfaitaires,
- Le montant de la prestation exécutée en HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA,

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**Mairie de Witry-lès-Reims  
Place de la Mairie  
51420 WITRY LES REIMS**

Pour les marchés dont le délai d'exécution sera égal ou inférieur à trois mois, le règlement pourra être fait en une seule fois avec l'accord de l'entrepreneur. Autrement, les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage. Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Les factures seront approuvées par les services techniques de la ville de Witry-lès-Reims.

#### **b. Règlement**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception de la facturation.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le Décret n° 2013-269 du 29 Mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, le versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente en vigueur au premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points de pourcentage

Les règlements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au cotraitant ou au sous-traitant au titre du marché.

c. Cas de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes restantes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

## **ARTICLE 3/ EXECUTION DU MARCHE**

### **1. *Durée du marché et délais d'exécution***

Le délai global d'exécution de l'ensemble des prestations des lots 1, 2 et 3 est fixé à 4 mois, compris période de préparation, délai de livraison, travaux et réception.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des prestations du lot 4 est fixé à 5 ans.

Date approximative de notification : 24/05/2019,

Date approximative de réception pour les lots 1, 2 et 3 : Août 2019.

Date approximative de fin de marché pour le lot 4 : Août 2024.

### **2. *Pénalités***

Les pénalités seront appliquées conformément à l'article 20.1 du CCAG travaux pour les lots 1, 2 et 3.

Les pénalités seront appliquées conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS pour le lot 4.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure, avec application des pénalités suivant l'article 20.1 du CCAG travaux ou l'article 14.1 du CCAG FCS.

### **3. *Résiliation***

Toutefois, tout ou partie du marché pourra être résilié ou suspendu sans préavis en cas de vente, cession, déménagement, ou toute autre raison qui peut justifier un cas de force majeure.

La personne publique peut résilier le marché selon les stipulations du CCAG travaux pour les lots 1,2 et 3 ou du CCAG FCS pour le lot 4. D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-



12, D.8222-5, D.8222-7, D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, d'une résiliation unilatérale sans indemnisation par le biais d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception.

Egalement, il est fait application de l'article 58 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 Juillet 2015

Il est également précisé que toute exécution qui ne respecte pas les quantités ou la qualité requise des prestations décrites dans le cahier des charges fera l'objet d'une information du prestataire par courrier électronique et entraînera la suspension des règlements jusqu'au solde du litige.

Au cas où aucune amélioration n'est constatée, l'entreprise se verra informée par une lettre recommandée avec accusé de réception.

A la deuxième lettre recommandée avec accusé de réception, l'entreprise se verra adressée une mise en demeure. Sans réaction satisfaisante de l'entreprise suite à cette mise en demeure un troisième courrier recommandé confirmera la résiliation du marché.

#### **4. Assurance**

Le titulaire atteste qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché et les modalités de son exécution.

Il lui appartient en conséquence, de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, le titulaire remet à la personne publique contractante, avant tout commencement d'exécution, une attestation justifiant qu'il est couvert par :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Le titulaire assume seul, quel que soit la cause, la responsabilité, de jour comme de nuit, de tous les accidents et dommages apparents ou non résultants de son fait, de son matériel, de son personnel, de l'exécution des prestations, de défaut de signalisation, cette responsabilité s'étend aux accidents et dommages causés à son personnel, aux tiers, aux agents de l'Administration et des services publics, aux biens meubles et immeubles des parties précitées.

#### **5. Différends et litiges**

Les dispositions de l'article 50 du CCAG travaux sont applicables pour les lots 1,2 et 3.

Les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS sont applicables pour le lot 4.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. La personne publique contractante et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Châlons-en-Champagne pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

#### **6. Procédure de recours**

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 Rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex, Tél : 03.26.66.86.87 ; Fax : 03.26.21.01.87 ;

Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr)

Site : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 Rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex, Tél : 03.26.66.86.87 ; Fax : 03.26.21.01.87 ;

Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr)

Site : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

## **ARTICLE 4/ PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE, PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **1. *Provenance des matériaux et produits***

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur.

### **2. *Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves***

Le C.C.T.P. définit les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.